

« La participation des seniors au sein de la démarche Communauté Amie Des Aînés (CADA) en Pays de Mormal »

Recherche-intervention sociologique – Rapport final

Introduction : éléments de rappel

La méthodologie de recherche-intervention proposée dans la convention signée par la CARSAT, la MSA, la CCPM et l'Université catholique de Lille (HADéPaS) précise 4 étapes au déroulement de cette recherche collaborative.

	<i>Travail de recherche-intervention</i>
<i>Etape 1</i>	<i>Travail exploratoire (littérature grise et entretiens avec des acteurs-clés)</i>
<i>Etape 2</i>	<i>Travail d'analyse en groupe avec des aînés impliqués dans la démarche CADA – 4 journées thématiques</i>
<i>Etape 3</i>	<i>Réalisation et analyse de 10 entretiens individuels semi-directifs avec des aînés habitant le territoire (peu ou pas impliqués dans la démarche CADA)</i>
<i>Etape 4</i>	<i>Restitution globale, discussion des hypothèses et préconisations (2*1/2 journée)</i>

En annexe à la convention, le livrable final est présenté de la façon suivante :

- ⇒ **Rapport de recherche** principalement structuré autour de deux volets : a) l'analyse globale de la dynamique participative sur ce territoire ; b) des pistes de recommandation pour soutenir et étoffer cette dynamique sur ce territoire et au-delà.

Ce rapport de recherche porte sur l'ensemble de la recherche-intervention, mêlant enquêtes qualitatives (étapes 1 et 3) et méthodologies participatives (étapes 2 et 4). Dans une perspective transversale, il s'agit ici de prendre de la hauteur par rapport aux éléments empiriques mis en avant dans les autres livrables, afin de dépasser les résultats spécifiques à chacune des étapes de la recherche pour proposer une formalisation analytique plus globale des processus de participation à l'œuvre dans la CADA, susceptible de nourrir les réflexions sur l'avenir de la démarche.

Le croisement des résultats des quatre étapes de la recherche-intervention menée au Pays de Mormal amène à souligner ce qui peut ressembler à un paradoxe. D'un côté, la CADA ressort comme une démarche vivace du territoire, faisant l'objet d'un fort soutien politique et institutionnel, capable de mobiliser un nombre important d'acteurs, parmi lesquels un collectif de seniors fortement engagés dans sa philosophie, qui joue depuis le départ un rôle significatif dans son déploiement. Ce constat ressort tant de l'enquête exploratoire que des échanges et des croisements qui ont pu voir le jour lors des journées d'analyse en groupe et des journées de restitution globale. D'un autre côté pourtant, il ressort des différentes étapes de la recherche-intervention que les différents acteurs partie-prenants de la CADA constatent régulièrement une certaine méconnaissance de cette démarche, ses principes, ses composantes, sa gouvernance et ses modes d'action. Sont notamment identifiées, sans qu'il soit toujours facile de l'expliquer, la distance d'un certain nombre d'acteurs du territoire par rapport à la CADA, et les difficultés pour communiquer à son sujet auprès de seniors pourtant susceptibles de bénéficier des actions proposées. Abordés régulièrement lors des journées d'analyse en groupe de l'étape 2, ces constats ont trouvé un écho dans les résultats de l'enquête par entretiens réalisée lors de l'étape 3 auprès de seniors du territoire moins directement engagés dans la démarche. La CADA peut ainsi tant être vue à l'aune des engagements à géométrie variable de la part de seniors qui y participent qu'à l'aune de la distance qui la sépare des seniors qui n'y participent pas actuellement.

Dans une perspective transversale, le présent rapport propose une réflexion pour comprendre comment ces deux constats peuvent s'articuler d'un point de vue analytique, et d'un point de vue plus pratique. Nous analysons d'abord les ressorts des positionnements pluriels des seniors du territoire, en fonction de la manière dont sont perçues trois dimensions-clé de la démarche CADA : son centrage sur la question du vieillissement, son portage institutionnel et son inscription à l'échelle territoriale intercommunale (1). Nous analysons ensuite la manière dont la démarche, en raison de son caractère ouvert, expérimental, voire composite, est d'une certaine façon suffisamment plastique (au sens de « malléable ») sur ces différentes dimensions pour permettre une grande diversité d'expériences de la participation (2). Nous proposons, pour finir, une sélection de recommandations pour l'avenir qui convergent autour d'un fil rouge : cultiver l'expérimentalisme démocratique qui fait l'originalité de la démarche (3).

1. Trois dimensions qui structurent le positionnement des seniors par rapport à la CADA

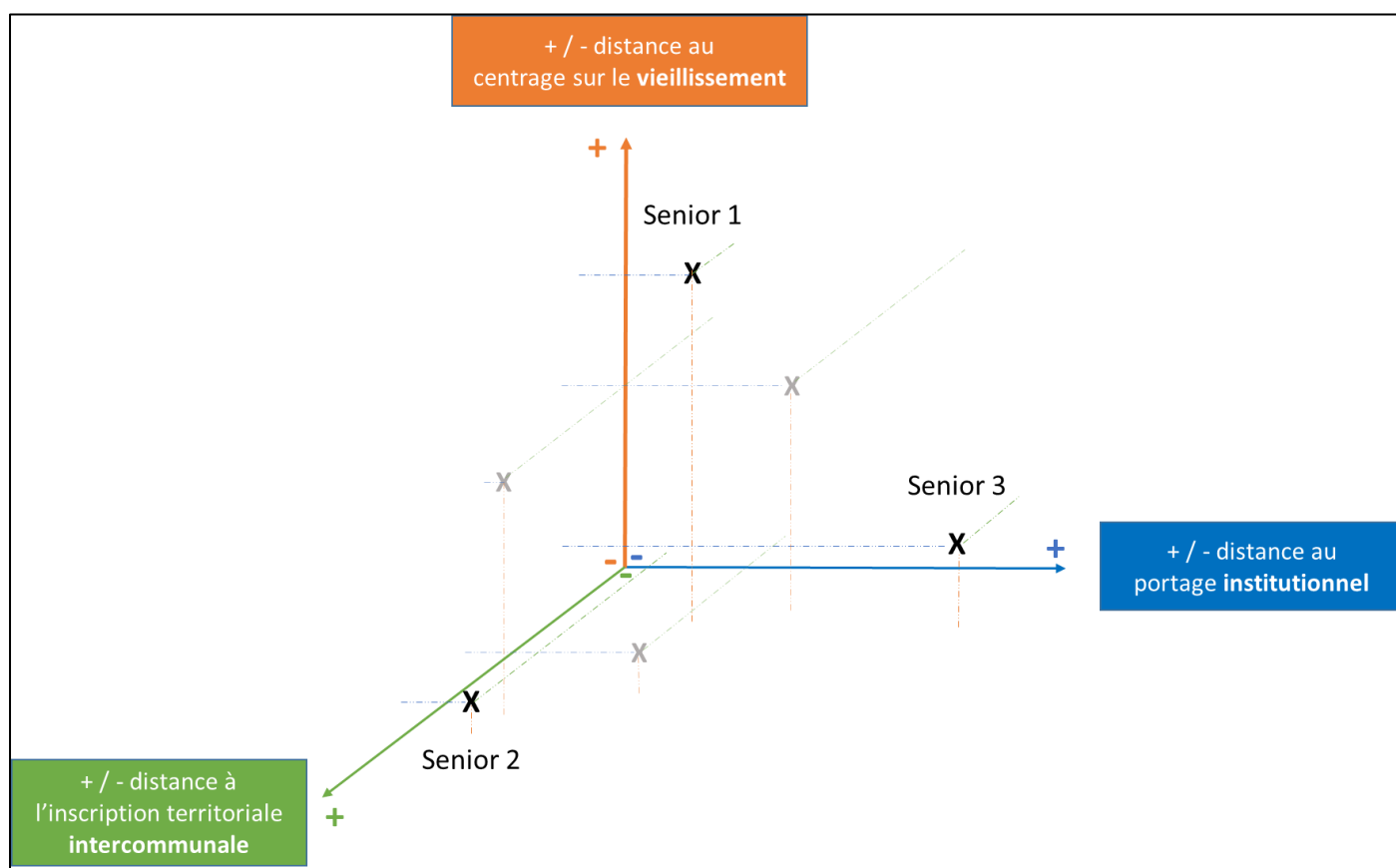
Dans cette première partie, nous proposons une analyse des ressorts de la perception des seniors par rapport à la démarche CADA, susceptibles de favoriser (ou non) leur participation. La proximité ou la distance ressentie par rapport à la démarche par les seniors sont ici à envisager comme des positionnements subjectifs, qui résultent des représentations qu'ils peuvent se faire de la CADA en fonction de leur parcours vécu, de la manière dont ils ressentent leur situation présente, mais aussi de la signification qu'ils accordent à diverses activités ou engagements. En d'autres termes, ces éléments influencent la manière dont ils se sentent « proches » ou « loin » de ce qu'est la démarche CADA.

Pour comprendre les ressorts de ces positionnements subjectifs par rapport à la CADA, il est possible de schématiser les principales caractéristiques de la démarche CADA par rapport auxquelles se situent les seniors qui y participent ou n'y participent pas. Afin de clarifier ces positionnements, trois dimensions de la CADA peuvent être distinguées.

- **Son centrage sur la question du vieillissement** (plutôt que sur d'autres thématiques, questions ou publics). Si certaines personnes soulignent la nécessité de démarches ou d'action centrées sur la question du vieillissement, ou destinées à un public désigné comme « senior », ou considèrent qu'il va de soi que les seniors partagent des situations, des intérêts et des réseaux de sociabilité pertinents, d'autres se méfient des processus de catégorisation, d'étiquetage ou de stigmatisation qui peuvent être nourris par une partition de l'action selon des catégories de public qui seraient trop étroitement définies. Selon les profils et la lecture faite de la notion de vieillissement, le centrage de la CADA sur cette question peut contribuer à alimenter un intérêt pour la démarche, ou au contraire susciter de la méfiance ou de la mise à distance.
- **Son portage et son animation institutionnels** (plutôt qu'associatif ou informel). Par « portage et animation institutionnels », nous entendons ici principalement le fait que la démarche soit portée par la Communauté de communes du Pays de Mormal. Dans une moindre mesure, le soutien dont bénéficie cette démarche de la part d'autres acteurs institutionnels comme les caisses de retraite est également perçu différemment. De manière très générale, les seniors sont loin d'avoir tous la même perception des institutions politico-administratives, de leur rôle, de leur légitimité. Ils n'ont ni la même connaissance ni la même représentation de l'action de la Communauté de communes du Pays de Mormal et, en particulier, de sa légitimité à orchestrer la participation des seniors. Certains sont convaincus de cette légitimité et à l'aise avec une participation à une dynamique politico-administrative, là où d'autres expliquent se sentir plus à l'aise pour s'engager dans des dynamiques associatives, syndicales, ou caritatives. Selon les profils, le fait que la démarche CADA soit portée et animée par la CCPM peut ainsi amener à de la méfiance ou de la distance ou, au contraire, à un intérêt pour une démarche jugée légitime.
- **Son inscription à l'échelle territoriale intercommunale** (plutôt qu'à une échelle plus locale). En plus des deux dimensions de centrage sur le vieillissement et de portage institutionnel qui se retrouvent dans d'autres

démarches « Ville amie des aînés », la CADA s'inscrit, de manière originale, dans une échelle territoriale intercommunale. En fonction de leur trajectoire biographique, de leurs pratiques ou de leur situation, toutes les personnes n'ont pas la même perception du territoire du Pays de Mormal. Là où certains considèrent qu'il constitue une échelle pertinente pour se déplacer, agir et créer des relations sociales, d'autres le perçoivent surtout comme un vaste territoire administratif formel, ne faisant pas nécessairement sens par rapport à des pratiques ou des besoins de la vie de tous les jours. Dès lors, certains privilégient des engagements à l'échelle communale et se montrent réticents à participer à des réunions, des événements ou des collectifs qui revendiquent une inscription à l'échelle intercommunale, là où d'autres recherchent au contraire les échanges et rencontres plus transversales qui peuvent exister à cette échelle.

C'est largement autour ces trois dimensions que s'articule la manière dont des seniors du territoire, individuellement, peuvent se sentir proches ou à distance de la démarche CADA. Chacune de ces dimensions entre plus ou moins en résonance avec des parcours biographiques et des logiques d'engagement variés, inscrits sur différents territoires et dans la diversité d'organisations formelles ou informelles. Afin d'illustrer ces positionnements possibles et leurs ressorts, il est possible de situer sur un schéma en trois dimensions, structuré autour de ces trois axes, trois exemples de seniors. Précisons d'emblée qu'il s'agit d'une représentation à visée heuristique, présentant une simplification volontaire de la réalité afin de la rendre intelligible.



- Le **senior n°1** est très actif dans les activités culturelles à l'échelle intercommunale. Il voit plutôt d'un bon œil l'engagement dans des activités initiées ou animées par des institutions comme la CCPM, perçue comme un gage de légitimité de l'action. Il est en revanche très réticent à s'engager dans une démarche centrée sur la question du vieillissement, en raison tant du risque de stigmatiser les personnes âgées que de l'envie de ne pas rencontrer que des seniors dans le cadre de ses engagements personnels.
- Le **senior n°2**, qui s'investit dans un club local de seniors, privilégie des activités en lien avec les institutions communales, notamment à destination des personnes âgées de sa commune. Il considère que le niveau intercommunal ne fait pas sens dans sa vie quotidienne, et ne souhaite pas s'engager dans des réunions qui ont lieu au-delà de ce qu'il considère être son bassin de vie.

- Le **senior n°3** est impliqué dans un réseau associatif actif dans le domaine des personnes très âgées à l'échelle intercommunale, mais se montre assez méfiant par rapport au portage institutionnel, lui préférant un engagement citoyen plus autonome par rapport aux institutions politiques.

Comme on le comprend, les seniors de ces trois exemples restent tous trois à distance de la démarche CADA, mais pour des raisons bien différentes. Deux précisions importantes doivent être apportées par rapport à cette analyse.

D'une part, il est nécessaire de souligner que **ces positionnements individuels se font rarement en fonction d'une seule dimension** comme cela est mis en scène dans ces exemples, et jamais purement sur le registre de la proximité « pure » ou de la distance « totale » avec la démarche. Il faut donc se garder d'une lecture trop simplificatrice de ce schéma. Au contraire, la recherche-intervention conduit plutôt à saisir une diversité de positionnements individuels (également illustrés sur le schéma par les points gris) se jouant dans l'articulation de ces différentes dimensions, en fonction de ressorts qui s'entremêlent dans les représentations et le vécu des personnes.

D'autre part, il faut saisir que **ces positionnements n'ont rien de figé**. Au contraire, les différents volets de l'enquête révèlent des dynamiques d'évolution de ces positionnements pour un certain nombre de seniors, notamment en lien avec des expériences de l'engagement ou de la participation qui peuvent se faire en dehors de la démarche ou à l'intérieur de la démarche elle-même. Ces déplacements peuvent être ceux de seniors *a priori* peu intéressés pour s'engager sur la thématique du vieillissement mais qui, découvrant la démarche CADA, commencent à changer de regard sur ce qu'on peut entendre par « vieillissement » (dans une logique de changement social élargi, et non purement catégorielle). Ces déplacements peuvent également être ceux de seniors qui, en participant à des ateliers sans pour autant identifier la démarche CADA dans un premier temps, prennent goût à cette participation, font des rencontres, discutent avec des seniors investis dans l'Assemblée des Seniors, et dès lors changent progressivement de dimension dans leur participation, en participant non plus seulement à des activités locales, mais aussi à des réunions ou des groupes de travail organisés à l'échelle intercommunale. Ces déplacements peuvent aussi s'opérer sous l'impulsion d'acteurs institutionnels, élus locaux qui encouragent les participants à un atelier à créer une association pour pérenniser l'activité qui les réunit, ou professionnels d'un centre communal d'action sociale qui poussent un senior bénéficiaire du RSA à s'engager dans un réseau bénévole de visites à domicile en dépit de sa grande distance initiale à tout engagement.

Pour finir, ce schéma **ne doit pas occulter la question des manières de concevoir et de pratiquer l'engagement** (type de rôle assumé, horizons ou objectifs recherchés, intensité vécue de cet engagement), qui serait à considérer comme un ressort transversal important de la distance perçue à la démarche CADA. S'il ne se réduit à aucune des trois dimensions illustrées précédemment, cet enjeu est présent en filigrane dans la grande diversité de modes de participation des seniors du territoire. Cet engagement des seniors peut également connaître des déplacements au fil du temps, tant dans sa nature que dans son intensité. La diversité d'expériences concrètes de participation qui entrent dans la démarche CADA peut contribuer à transformer tant le regard porté sur les trois dimensions que le type de participation pratiqué par les seniors. A la diversité des positionnements individuels répond une certaine plasticité de la CADA.

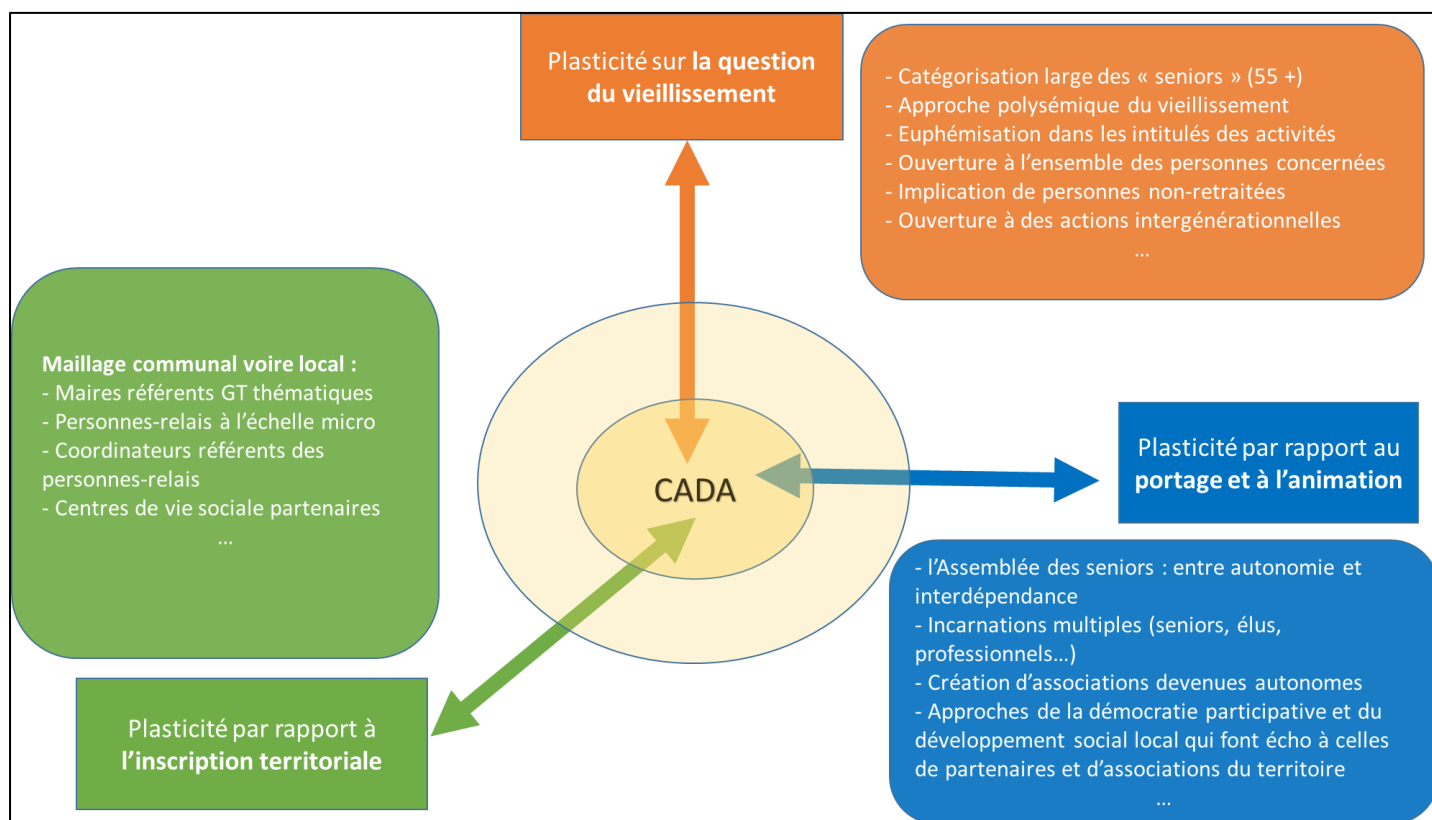
2. La CADA, démarche caractérisée par sa plasticité

De multiples prises de position lors des journées d'analyse en groupe (étape 2) et lors des journées de restitution (étape 4) convergent pour pointer à la fois les contours « flous » de la démarche CADA, de sa gouvernance, le caractère peu institutionnalisé des modalités de participation qu'elle promeut, mais également sa souplesse, ses ancrages diversifiés sur le territoire et son ouverture à des modalités de participation variées. Cette plasticité de la démarche ne doit ainsi pas trop rapidement être perçue comme un frein à son déploiement. Son caractère composite et non

entièrement déterminé dès le départ permet d'expérimenter une forme originale de participation des seniors à l'action publique sur le territoire du Pays de Mormal. Cette plasticité de la démarche se déploie notamment sur les trois dimensions identifiées dans la partie précédente.

- **Plasticité sur la question du vieillissement** : il apparaît que la CADA déploie une approche élargie et polysémique de la notion de vieillissement, à rebours d'une vision « déficitaire » du vieillissement qui prendrait pour seul objet la perte d'autonomie ou la dépendance liée au grand âge. Sans perdre de vue son ancrage sur le public des « seniors » (définis largement comme des personnes de 55 ans et plus), la CADA travaille d'ores et déjà sur le processus de l'avancée en âge entendu de manière plus transversale, dans une approche qui vise à souligner les partages et apprentissages croisés qui peuvent exister entre les âges et entre les générations. Cette volonté de mettre à distance certaines catégorisations se traduit notamment dans une certaine euphémisation dans l'intitulé des actions (« gym adaptée » ou « seniors au volant ») dans la volonté d'éviter de stigmatiser certaines personnes. L'ouverture de la démarche à des actions ou réflexions intergénérationnelles, destinées à l'ensemble des personnes concernées par un sujet (seniors mais aussi aidants, proches, professionnels, etc.), avec des formats qui peuvent être originaux (théâtre-action autour de « l'aide » par exemple), contribue à sa plasticité sur cette dimension, de même que l'implication de nombreuses personnes non-retraitées. La démarche combine ainsi l'approche catégorielle de l'âge et l'approche de l'avancée en âge comme processus. Il en découle des dénominations diverses, qui d'ailleurs restent sujet à réflexion et débat (cf. livrable 2). Cette vision élargie de la question du vieillissement est perçue comme une force pour donner prise à une diversité de publics visés et de participants engagés.
- **Plasticité dans le portage et l'animation** : la CCPM, avec l'aide des partenaires financeurs et d'élus locaux du territoire, a joué un rôle politique clé dans l'impulsion de la démarche, et continue d'occuper une place très importante dans son déploiement et au service de sa légitimité. Elle offre un soutien financier, logistique, et communicationnel jugé essentiel à la démarche. Pour autant, ce portage institutionnel de la démarche se fait en complémentarité de l'engagement de seniors au sein de l'Assemblée des Seniors, des différents groupes thématiques et de l'ensemble des activités déployées. Derrière les multiples débats ou tensions qui peuvent exister sur les modalités de gouvernance, le degré nécessaire d'institutionnalisation de la participation et d'autonomie de l'Assemblée des Seniors, ou la visibilité de la CCPM dans l'ensemble des opérations de communication, la légitimité de la démarche repose bien sur ces deux piliers. En d'autres termes, elle prend sa source dans l'interdépendance qui existe entre son portage institutionnel et la participation des seniors du territoire. La démarche est plastique en ce qu'elle joue de cette double légitimité, incarnée par des acteurs inscrits dans ces deux univers en interaction : élus intercommunaux, professionnels ou techniciens de la CCPM d'un côté, coordinateurs de l'Assemblée des Seniors ou seniors qui endossent le rôle de personne-relais de l'autre. L'interdépendance entre les institutions et les seniors qui participent n'empêche pas une forme d'autonomie dans les actions de chaque type d'acteurs, les uns pouvant même initier des actions qui sont reprises de manière autonome par les autres. C'est par exemple le cas lorsque des seniors créent une association qui prend le relais d'un atelier initié par des élus dans le cadre de la CADA, ou, inversement, lorsque les conclusions d'un groupe thématique sont utilisées pour nourrir la politique de la CCPM. Les approches de démocratie participative et de développement social promues au sein de la CADA font plus largement écho à celle de certains partenaires (MSA, centres sociaux...) ou associations du territoire.
- **Plasticité dans l'inscription territoriale de la démarche** : si la CADA s'ancre à l'échelle du territoire intercommunal du Pays de Mormal, elle se décline en réalité à des échelles plus locales à travers tout un maillage du territoire : élus locaux qui sont référents des groupes de travail thématiques, seniors s'inscrivant dans le dispositif des « personnes-relais », coordinateurs référents des personnes-relais de chaque sous-bassin du territoire, professionnels des centres de vie sociale implantés dans chaque sous-bassin ou intervenants sociaux des caisses de retraite, etc. Cette plasticité territoriale de la démarche, rendue possible par ses

incarnations locales variées, donne de multiples points de contacts possibles avec les seniors du territoire. Elle permet de proposer des activités susceptibles de concerner non seulement les seniors les plus mobiles ou intéressés par les démarches intercommunales, mais également ceux qui placent leur vie sociale à l'échelle de leur commune ou de leur quartier, dont ceux qui ont vu se réduire leurs capacités de déplacement au cours d'un processus de « déprise » façonné pour partie par le manque d'opportunités ou de soutiens locaux (cf. livrable 3).



Pour autant, il faut préciser que la notion de « plasticité » ne renvoie pas ici à l'idée d'une démarche qui serait totalement malléable, sans aucune consistance, ou pour laquelle tout serait possible. A l'image d'un matériau souple mais ne pouvant être étiré que jusqu'à atteindre son point de rupture, cette notion conduit plutôt à souligner que la souplesse de la démarche CADA se déploie dans certaines limites, apparues très nettement lors des journées de restitution (cf. livrable 4) : elle ne peut complètement se départir d'un centrage sur la question du vieillissement, par exemple au profit d'une approche purement intergénérationnelle, sans perdre sa raison d'être. Elle ne peut pas non plus être déplacée purement et simplement en-dehors du cadre de démocratie représentative dans lequel se place son portage institutionnel, qui borne le type de participation qu'elle met en œuvre. Elle ne peut pas non plus dissoudre totalement son inscription territoriale intercommunale dans des dynamiques locales sans perdre sa consistance.

La plasticité de la démarche telle qu'elle ressort de cette analyse est cruciale pour permettre une diversité de manières de faire l'expérience de la participation. Parce qu'elle permet des déplacements dans les perceptions que peuvent en avoir une diversité de personnes, la plasticité permet les déplacements de positionnements signalés dans la partie précédente. Elle constitue dès lors l'une des forces de la démarche, et contribue à forger son originalité.

3. Cultiver l'expérimentalisme démocratique de la CADA : pistes de recommandations

Les différentes étapes de cette recherche-intervention nous ont permis de retracer le caractère réflexif d'une démarche qui avance étape par étape, produit des réalisations diverses, et dans le même temps remet régulièrement sur l'atelier collectif ce que doivent être ses objectifs, ses modes d'organisation et ses limites. L'analyse de la plasticité de la CADA conduit à mettre en évidence sa construction incrémentale, reposant sur de multiples apprentissages, adaptations et bricolages. Pour le dire en un mot, la CADA a un caractère fondamentalement *expérimental*, au sens qu'en donne la philosophie politique de John Dewey¹. « L'expérimentalisme démocratique » est alors défini comme un processus continu d'associations d'individualités échangeant sur leurs problèmes communs, sur les actions à réaliser, sur leur compréhension des conséquences des actions déjà réalisées. Au cours de ce processus, le « problème » se modifie en même temps que le « public » se constitue et que les individualités se transforment. Le public est alors cette instance, multiple et en mouvement, de médiation entre la société et les formes de gouvernement politique. Comprise ainsi, l'expérimentation en jeu dans la CADA ne caractérise pas une phase initiale qui serait amenée à se stabiliser par la suite. L'expérimentation constitue plutôt le mode opératoire-même de la démarche : « *comme les conditions d'action, d'enquête et de connaissances sont sans cesse changeantes, l'expérimentation doit toujours être reprise* »². La CADA s'apparente dès lors à un cheminement démocratique original, qui mériterait sans doute d'être davantage assumé et approfondi à l'avenir.

Les pistes de recommandations que nous souhaitons proposer ici s'organisent autour de ce fil rouge : **comment cultiver cet expérimentalisme démocratique qui est au cœur de la CADA ?** Nous répondrons à cette question en développant quatre volets de recommandations prenant largement appui sur les forces de la démarche : approfondir l'ancrage de la participation au sein du territoire (volet 1); étoffer le caractère inclusif de la CADA (volet 2); prendre davantage en compte la plasticité de la démarche dans la communication qui est proposée (volet 3); cultiver l'interdépendance des acteurs, de leurs actions et de leurs légitimités au sein de la gouvernance de la démarche (volet 4)³.

• Volet 1/ Approfondir l'ancrage territorial de la participation à la CADA

Loin d'être une participation « hors sol », la participation des seniors telle qu'elle est mise en œuvre dans la démarche CADA trouve tout son intérêt dans son ancrage sur les dynamiques existant sur le territoire. Il apparaît toutefois possible **de renforcer encore cet ancrage en travaillant à articuler davantage la CADA avec les multiples acteurs qui concourent à diverses formes de participation au Pays de Mormal** : élus, professionnels, dynamiques « associatives » au sens le plus large du terme (cf. livrable 3). Plusieurs préconisations peuvent être établies pour aller dans ce sens.

D'une part, il apparaît nécessaire **d'aller plus loin dans la connexion avec le tissu participatif dense qui existe sur le territoire**. A ce titre, l'idée a été émise d'opérer un recensement plus précis de l'ensemble des dynamiques, jugées pertinentes par rapport à l'objet de la CADA, qui se déploient au Pays de Mormal, voire d'établir une cartographie de ces dynamiques, qui signifie notamment une prise de contact avec leurs participants (cf. livrable 4). Cette prise de contact devrait se faire en veillant à ne pas faire apparaître la CADA comme une démarche potentiellement porteuse de concurrence, de redondance ou cherchant à se réappropriier les autres démarches. Il s'agirait plutôt, dans une logique de meilleure connaissance mutuelle, de présenter les valeurs cardinales de la CADA et son mode de fonctionnement tout en prenant connaissance de la philosophie et des modes d'intervention des diverses associations.

¹ Dewey, J. (2003 [1927]). *Le public et ses problèmes*. Pau, France : PUP/Farrago/Éditions Léo Scheer.

² *Ibid.*, p. 75

³ Précisons que ces recommandations sont, pour bon nombre d'entre elles, nourries par les échanges collectifs lors des diverses étapes participatives de la démarche (cf. livrables 2 et 4). Les journées d'analyse en groupe et les journées de restitution ont permis de formuler de multiples propositions qui, à défaut d'être reprises de manière exhaustive, ont alimenté les réflexions proposées ici. La manière dont les préconisations sont formulées et agencées dans ce rapport n'engage que ses auteurs.

L'objectif est d'identifier les possibles complémentarités, tout en prenant acte des possibles différences ou désaccords. Ces échanges pourraient faire émerger des sujets de discussion, des besoins nouveaux ou des idées susceptibles de nourrir l'action de la CADA. Dans ces échanges, les acteurs de la CADA pourraient jouer de la plasticité de la démarche pour souligner vis-à-vis des interlocuteurs ce qui est le plus susceptible de les intéresser ou de leur parler (cf. recommandations développées sur la communication dans le volet 3 ci-après). La démarche gagnerait en particulier à **mettre en valeur ce qu'elle a déjà pu initier et les changements qu'elle a pu amener**. Une telle démarche n'a pas uniquement pour objectif d'élargir les formes de participation sociale ou de les susciter ; elle a aussi pour rôle d'éviter tant que possible de nuire à l'existant ou, du moins, compte tenu de la complexité de toute action publique, de prendre conscience, voire d'anticiper et d'évaluer ce potentiel aspect « néfaste » de son action en termes d'opportunités de participation.

D'autre part, de manière plus générale, **la démarche doit chercher à se connecter tant aux seniors qui participent fortement à l'une ou plusieurs de ces dynamiques, qu'aux seniors les plus à distance de toute participation**. A ce titre, la diversité des formats proposés dans la démarche CADA l'ouvre à une pluralité de modes de participation plus ou moins engageants (ateliers, groupes thématiques, réunions de l'Assemblée des Seniors, réseau Je Vous Visite, etc.), et gagne pour cette raison à être cultivée. Chacun de ces modes de participation, y compris les moins engageants (comme la « simple » participation à un atelier local) peut en effet constituer une opportunité de premier engagement pour des seniors actuellement à distance de la CADA, ce premier engagement pouvant éventuellement évoluer chemin faisant vers d'autres formes de participation. Au sein de ces différents formats, il convient de continuer à valoriser les rôles sociaux dans leur diversité (expériences de vie, compétences sociales ou professionnelles), afin de permettre à chacun de « trouver sa place », condition *sine qua non* d'une participation inscrite dans la durée (cf. livrable 2). Idéalement, la démarche CADA devrait proposer des formats susceptibles d'intéresser non seulement des seniors qui font l'expérience de multiples engagements, mais aussi des seniors qui font davantage l'expérience de la solitude, de l'ennui ou de formes de déprise liées à l'avancée en âge ; elle devrait pouvoir intéresser des seniors disposant de beaucoup de temps, ou de peu de temps ; de soutiens multiples ou de peu de soutiens (cf. livrable 3). Elle devrait enfin continuer d'inventer des formats permettant la rencontre et l'échange entre ces profils variés.

- **Volet 2/ Renforcer l'action des « seniors », comme celle d'un collectif ouvert, inclusif et réflexif**

Les seniors engagés dans la démarche CADA s'inscrivent dans une logique de coopération, plus que de conflictualité, avec les institutions et autres partenaires de la démarche (cf. livrable 2 et volet 4 des recommandations de ce rapport). Aussi, pour reprendre le triptyque de Dewey, ils forment cette instance de médiation entre les expériences vécues concrètement et les initiatives territoriales, notamment celles traduites dans l'action publique. Ils existent de différentes manières en tant que « collectif de seniors engagés sur l'ensemble de la démarche » : à travers l'Assemblée des Seniors, le dispositif des personnes-relais ou encore le trio de coordinateurs de l'Assemblée des Seniors. A côté de cela, il existe d'autres lieux de participation des seniors qui sont plus thématiques et qui les amènent à collaborer avec d'autres types d'acteurs (par exemple, dans les groupes de travail thématiques), soit qui sont plus individuels (par exemple, en assistant à un atelier). Cette richesse liée à la multiplicité des lieux et formes de participation à la démarche a été mise en évidence à chaque étape de cette recherche-intervention. Parmi cet ensemble, les journées d'analyse en groupe (cf. livrable 2) ont mis en évidence des questions particulières que pose cette participation tout en constituant, par un jeu de mise en abyme, un espace de réflexion perçu positivement qui remettait justement en scène des enjeux concrets de la participation : trouver sa « place », situer le statut de sa parole ou de son intervention, discerner chemin faisant le contexte de participation, se sentir à l'aise face à l'exposé de divergences, produire une analyse collective, se sentir membre d'un groupe à part entière... Aussi, le fait que **les « seniors » puissent former un collectif** (et des collectifs), engagé dans l'action, mais aussi **réflexif au sujet de sa participation, de son ouverture à l'égard des autres types d'acteurs** avec qui il coopère **et de son caractère inclusif à l'égard des seniors du territoire**, constitue un élément à renforcer.

D'abord, dans leur dynamique interne, les « seniors » engagés dans la démarche CADA peuvent **allier les engagements à titre individuel à un engagement réalisé à titre plus collectif**. A notre connaissance, s'il existe 3 niveaux de collectifs « seniors » dans la démarche CADA (cités plus haut et qui sont à maintenir et à continuer de faire vivre), il n'existe pas à proprement parler un espace composé de « seniors » qui serait transversal aux lieux de participation multi-acteurs (principalement, groupes de travail thématiques et instances de gouvernance). Or, trouver sa « place » à côté d'acteurs parfois jugés plus légitimes (légitimité qui peut être fondée sur l'expertise professionnelle ou sur le suffrage universel) ne va pas de soi et peut représenter une expérience individuelle complexe (cf. livrable 2). Aussi, **promouvoir, par la rencontre ou par des formations, un collectif de « seniors » transversal aux différents groupes pourrait constituer un support : au fait de trouver sa place, à l'approfondissement des connaissances et des réflexions, à l'élaboration d'une parole et d'une légitimité plus collective...** En plus des nombreux exemples d'*empowerment* au sein de la CADA, il serait possible de renforcer le caractère collectif de cet *empowerment*. Cette façon de soutenir concrètement la participation des seniors (en valorisant les interactions entre pairs, en partageant les expériences de participation, en élaborant collectivement des savoirs d'expérience...) fait d'ailleurs écho à de nombreuses initiatives contemporaines relevant de la démocratie sanitaire ou des champs du handicap, de la grande pauvreté...

Ensuite, à l'articulation de la dynamique interne au collectif « seniors » et de sa dynamique externe, la deuxième piste proposée ici invite à **questionner la composition de ce « collectif » de seniors et ses modalités d'organisation**. La légitimité des « seniors » comme acteurs de la démarche CADA puise dans leur implication très concrète. Leur légitimité est directement liée à leur façon d'incarner une vie démocratique participative (cf. volet 4) et cela ne ferait pas sens de la fonder sur les ressorts habituellement réservés au système représentatif : l'élection et la désignation (cf. livrable 2). Les questions auxquelles entend répondre le système représentatif n'en demeurent pas moins importantes : qui représente-t-on ? pendant combien de temps endosse-t-on telle responsabilité ou s'implique-t-on dans tel groupe ? laisse-t-on de côté des personnes ou des groupes qui pourtant devraient être inclus ? et ceux qui sont inclus ont-ils la possibilité réelle de circuler entre les différents espaces de participation ?... Cette réflexivité interne relative au statut et à la composition du collectif de « seniors » pourrait prendre différentes formes : créer un rôle – tournant – de « poil à gratter » consistant à interpeler le collectif sur ses impensés en termes de participation ; retracer les parcours de participation des uns et des autres et objectiver ainsi la fluidité de la circulation entre les lieux de participation au sein de la démarche pour en comprendre les ressorts mais aussi les difficultés ; comparer à intervalle régulier la composition de l'Assemblée des Seniors avec la composition démographique et sociologique du territoire, en ayant à l'esprit un souci de diversité réelle (sans doute plus que de représentativité au sens strict)...

Ceci nous amène, en troisième temps, à insister sur la manière dont **le collectif de « seniors » interroge le territoire et sa relation au territoire**, et ce, en complément de son inscription concrète dans ce territoire (cf. volet 1). Le prolongement de l'expérimentalisme démocratique, en plus de passer par le renforcement d'une réflexivité et une dynamique d'*empowerment* internes, s'incarne dans **la logique de l'enquête endossée par les seniors eux-mêmes, en collaboration avec d'autres types d'acteurs impliqués dans la démarche CADA**. Cela est déjà à l'œuvre lors de la réalisation des *focus-groups* qui fondent les diagnostics et plans d'action. Cette logique pourrait être reproduite à d'autres moments, notamment en parallèle du processus de mise en œuvre des plans d'action, voire de façon relativement indépendante de ce processus et de sa temporalité. En s'appuyant sur des financements alternatifs, des projets d'étude plus particuliers pourraient naître de collaborations avec des acteurs du territoire et extérieurs au territoire (comme les universités, mais aussi des fédérations, des centres de ressources ou de formation, des observatoires, des services d'étude ou de prospective de caisses de retraite...). Ils peuvent concerner des « publics » à besoins spécifiques (les personnes handicapées vieillissantes, les personnes âgées immigrées...) comme des thématiques qui approfondiraient des éléments issus des *focus-groups* et l'organisation en groupe de travail (ex. : la question du choix effectif du lieu de vie avec l'avancée en âge, la question de l'articulation des enjeux de mobilité et d'écologie...). A Manchester, une « co-recherche » (une recherche menée par des chercheurs professionnels et des chercheurs seniors) a par exemple porté sur les dynamiques d'exclusion des personnes âgées les plus pauvres. L'important est que ce type d'enquête participative porte sur des sujets qui fassent sens dans le contexte (là-bas, très

urbain ; ici, rural) et soit fortement articulé à la démarche CADA. Une telle enquête participative peut alors produire des connaissances originales et utiles, en même temps qu'être un levier d'*empowerment* collectif.

- **Volet 3/ En matière de communication : prendre davantage en compte la plasticité de la démarche**

Il ressort des journées d'analyse en groupe et des journées de restitution que les participants à la démarche CADA ressentent des difficultés à intéresser à la démarche non seulement des élus locaux, des travailleurs sociaux, ou des représentants d'associations, mais surtout les seniors qui en sont les plus éloignés. Il est tentant de lire ces difficultés à l'aune de ce qui serait un « problème de communication ». Il nous semble toutefois que l'analyse menée dans cette recherche-intervention conduit à **une lecture différente de cette question, dès lors que l'on tient compte de la complexité des processus qui construisent les représentations que les seniors se font de la participation sociale en général, et dans une démarche comme la CADA en particulier** (cf. livrable 3) : multiples, les ressorts de la participation ne peuvent se comprendre qu'en fonction d'une grande variété de situations vécues et de parcours de vie.

Sous cet angle, améliorer la communication ne signifie pas forcément chercher à rationaliser encore davantage les supports de communication. Les flyers, affiches ou sites web sont utiles et méritent d'être synthétiques et attractifs – ce qu'ils sont déjà. Améliorer la communication ne signifie pas non plus forcément identifier ce que serait dans l'absolu la « bonne information » à transmettre de manière universelle. Il semble plus pertinent de **prendre au sérieux la proposition, discutée lors des journées de restitution, de travailler à une « communication multi-canaux et multi-partenaire »** (cf. livrable 4). En effet, les journées d'analyse en groupe ont permis de comprendre qu'il n'était pas forcément nécessaire d'avoir identifié clairement l'ensemble des dimensions de la démarche CADA pour pouvoir y participer. Il suffit, le plus souvent, d'avoir un point d'accroche (parmi de nombreux possibles) pour s'en rapprocher. C'est par la suite l'expérience faite de la participation, de ses lieux et de ses modalités, qui amène pour certaines personnes une compréhension plus fine de la démarche et une appropriation plus conséquente de ses implications (cf. livrable 2). A ce titre, il pourrait être intéressant d'envisager une **diversification des registres de présentation et des contenus à mettre en avant afin de les adapter à la grande diversité des publics « cible » de la communication**. Ici encore, la plasticité de la démarche peut être un atout, dès lors qu'elle ouvre le champ des possibles. Une communication donnant plus de place à cette plasticité de la démarche pourrait toutefois prendre soin de toujours mettre en avant un « fond commun » soulignant les valeurs de la CADA, son origine et son mode d'organisation, en traduisant ce fond commun dans des registres de langage plus ou moins simplifiés ou complexes selon les supports, eux-mêmes variés selon les publics et les objectifs.

Dans le même registre, **faire l'expérience du contact avec les diverses personnes qui incarnent la démarche (intermédiaires de la participation) et faire l'expérience des lieux de la participation est sans doute aussi important** qu'être sensibilisé sur l'objet, le contenu ou le mode de fonctionnement de la CADA. Qu'il s'agisse de seniors coordinateurs de l'Assemblée des Seniors, d'élus ou d'agents de la CCPM, d'élus locaux ou encore d'intervenants sociaux (des caisses de retraite et de partenaires du territoire), des personnes particulièrement engagées dans la CADA ont jusqu'ici joué un rôle clé d'« intermédiaires de la participation » (cf. livrables 2 et 3). En endossant les valeurs de la démarche, en l'incarnant très concrètement aux yeux d'autres personnes initialement peu informées, en expliquant la signification que celle-ci a pour eux, ils ont en fait réalisé un intense travail de communication dans leurs réseaux personnels et au-delà. **Il apparaît crucial de poursuivre ce travail de fourmi, notamment en identifiant d'autres relais pertinents pour parler de la démarche auprès de ceux qui ne la connaissent pas**, et de se donner les moyens de comprendre le sens que ces acteurs pourraient trouver à devenir de nouveaux « intermédiaires » de la CADA. A ce titre, les réflexions en cours sur le rôle des « personnes-relais », la manière de les associer à la définition de leurs missions, la formation dont ils devraient bénéficier, sont prometteuses pour améliorer la communication sur la démarche d'un point de vue très concret. La cartographie du tissu participatif du territoire évoquée dans le volet 1 pourrait également permettre d'identifier de nouveaux relais potentiels de la démarche.

- **Volet 4/ En matière de gouvernance : cultiver l'interdépendance des acteurs, des actions et des légitimités**

L'une des forces de la démarche CADA réside dans le partenariat original qu'elle orchestre entre des acteurs qui ont des rôles bien différents. La Communauté de communes du Pays de Mormal assure un portage politique et institutionnel de la démarche, ainsi qu'un soutien logistique et en matière de communication. Différentes caisses de retraite et de nombreux partenaires du territoire apportent un financement et/ou contribuent à l'animation de la démarche. Les seniors engagés dans les différents groupes thématiques et/ou dans l'Assemblée des Seniors – et en particulier ses trois coordinateurs – font également vivre la démarche sur le territoire et contribuent à l'alimenter en contenus. Si les journées d'analyse en groupe et les journées de restitution ont permis de soulever les nombreuses questions qui se posent autour de cette répartition des rôles, de la division du travail et des formes d'autonomie qu'elle implique, ou encore de la légitimité de ces différents acteurs (cf. livrables 2 et 4), elles ont également permis **de mettre au jour ce qui gagne à être décrit comme une forme d'interdépendance entre ces différents partenaires**. Parler d'interdépendance ici ne signifie pas adhérer au mythe d'un partenariat purement horizontal, constitué par des acteurs qui seraient tous parfaitement égaux dans la démarche. L'interdépendance conduit plutôt à décrire un état d'équilibre entre ces partenaires, qui dépendent les uns des autres pour faire avancer la démarche. En d'autres termes, si l'un de ces types d'acteurs cessait d'investir la démarche ou de la soutenir, celle-ci se viderait largement de sa substance, ou changerait à tout le moins de nature.

Dans ces conditions, l'expérimentalisme démocratique de la CADA ne tient que tant que chacun des acteurs engagés continue de trouver sa place dans la démarche. A ce titre, il est possible de souligner quelques-uns des enjeux qui ont émergé des divers échanges croisés qui ont eu lieu à différentes étapes de la recherche-intervention, et sur lesquels l'ensemble des partenaires de la démarche gagneraient à rester vigilants. Pour les élus et agents de la CCPM, il importe que **le portage politique et institutionnel de la démarche puisse être valorisé publiquement**, en accord avec la légitimité propre conférée à la CCPM par les processus démocratiques électifs. Pour les financeurs, il est crucial que le soutien apporté sur la thématique du « vieillissement actif » puisse être valorisé largement. Il est également important qu'ils puissent **bénéficier d'un retour sur les résultats spécifiques de la démarche et ses effets** en matière de santé ou de participation sociale des seniors, de manière à nourrir les réflexions sur sa capacité à être transposée ou adaptée à d'autres contextes et d'autres territoires. Pour les seniors mobilisés au sein de l'Assemblée des Seniors, il importe de continuer à avoir voix au chapitre et à revendiquer une liberté de parole. Cela implique de **cultiver une certaine autonomie et une certaine capacité d'initiative tant dans les contenus travaillés que dans les formats de la participation mis en place**.

Cette interdépendance entre les acteurs gagnerait sans doute à être revendiquée plus explicitement au sein de la gouvernance de la CADA, non seulement parce qu'elle implique une interdépendance forte dans l'ensemble des actions menées, mais aussi parce qu'elle peut permettre d'articuler plus clairement l'interdépendance entre les différents registres de légitimité démocratique qui sont en jeu dans la CADA, qui pourrait faire l'objet d'une réflexion plus poussée. Au-delà de la légitimité propre des financeurs et des professionnels engagés dans démarche, il semble en effet qu'au moins deux registres de légitimité démocratique se conjuguent dans la CADA, chacun étant susceptible de renforcer l'autre. D'un côté, la CCPM est dotée d'une légitimité « de droit », liée aux processus électifs prévus dans notre système de démocratie représentative. Toutefois, à l'heure où une part importante des citoyens ne se déplace plus pour aller voter, les seniors du territoire ne considèrent pas tous comme allant de soi ni l'importance de cette institution intercommunale dirigée par des élus pour lesquels ils ne sont pas appelés à voter au suffrage direct, ni même la pertinence du large territoire sur lequel elle agit (cf. livrable 3). D'un autre côté, la légitimité des seniors qui participent à la CADA est moins formalisée. Elle s'inscrit davantage dans le registre de la participation, mais aussi, en un sens, dans le registre du charisme bénévole qui ressort de l'action des plus engagés d'entre eux, à commencer par le trio de coordinateurs de l'Assemblée des Seniors présent depuis les débuts de la démarche. Si cette légitimité « de fait » ne semble pas contestée à l'heure actuelle, en l'absence de tout processus électif ou de désignation, elle pose toutefois la question, non résolue à ce jour, de leur « représentativité » par rapport aux seniors du territoire ou de

l'Assemblée des Seniors. **Plutôt que d'opposer ces deux légitimités, « de droit » ou « de fait », « représentative » ou « participative », la démarche ne gagnerait-elle pas à réfléchir davantage sur ces questions, quitte à valoriser plus nettement le surcroît de légitimité que peut apporter la participation active des seniors d'un territoire aux politiques décidées par ses institutions représentatives ?** Sans verser dans un cadrage strictement institutionnel de la « participation des habitants », celle-ci ne remportant pas l'adhésion des seniors impliqués (cf. livrable 2) d'autant plus qu'elle a montré ces limites sur d'autres territoires.

Pour finir, mobiliser la notion d'interdépendance ne doit pas conduire à une vision irénique du partenariat. Des tensions ou des désaccords peuvent à l'avenir se faire jour entre les différents acteurs et leurs différents registres de légitimité. En allant plus loin, on peut même considérer que **plus la participation des seniors au sein de la CADA jouera pleinement son rôle, plus elle pourrait amener à des remises en question ou à des propositions critiques par rapport aux politiques publiques actuellement en place**, auxquelles il ne sera pas toujours évident pour les partenaires institutionnels de répondre en fonction de leurs propres contraintes ou enjeux. Mais le propre d'une démarche qui promeut l'expérimentalisme démocratique n'est-il pas de **se doter de mécanismes internes permettant de travailler sur ces désaccords, de clarifier leurs enjeux, afin que les acteurs légitimes pour décider puissent le faire en explicitant les tenants et aboutissants des décisions ?** A ce titre, ce sont bien des espaces permettant les discussions croisées entre les différents acteurs qui doivent être cultivés pour pérenniser la CADA et approfondir l'expérimentalisme démocratique original qu'elle met en œuvre au cours de son cheminement.